

Appel de l'Intercollectif des Sans-papiers



Halte au harcèlement

Manifestation vendredi 8 novembre 2024

**16h00 Place Gambetta, Métro Gambetta, ligne 3
en direction de la DGEF, 20 rue des Pyrénées, 75020 Paris**

Nous les collectifs des sans-papiers et nos différent.es soutiens, nous appelons à manifester à la suite des propos tenus par le ministre de l'Intérieur qui dit vouloir expulser plus et régulariser moins. Ces propos foulent aux pieds les droits de l'ensemble des immigrés et nous les jugeons racistes et discriminatoires.

Nous les collectifs de sans-papiers et nos différent.es soutiens nous manifesterons pour dénoncer le projet d'une **énième circulaire** pour remplacer la circulaire Valls. Ils veulent une nouvelle circulaire pour régulariser au compte-goutte alors qu'avec la circulaire Valls chacun sait que c'est déjà le cas. La circulaire Valls est basée sur une hypocrisie totale. Elle nous demande de montrer un grand nombre de feuilles de paye pour être régularisés alors que nous n'avons pas l'autorisation de travailler. Sans compter l'obligation d'être parrainés par un patron, lequel doit s'engager à nous employer pour une année. Tout cela pour pouvoir entamer une procédure de régularisation qui durera un an et plus..... à condition d'obtenir un rendez-vous en préfecture, ce qui est de plus en plus impossible.

Alors, faire une circulaire pire que la circulaire Valls, c'est faire une circulaire de non régularisation.

Et puis, le nouveau ministre de l'Intérieur, qui sature les médias encore plus que Darmanin, ne sait parler que d'une seule chose, des immigrés. Il paraît que rien que notre présence ici, c'est du désordre. Il veut marquer son passage en faisant sa loi.

Nous les collectifs de sans-papiers et nos différent.es soutiens, nous manifesterons pour dire **NON à un énième projet de loi** qui va reprendre les articles de la dernière loi asile immigration qui avaient été rejetés par le Conseil constitutionnel. Nous jugions déjà cette loi asile immigration comme une loi raciste qui criminalise l'ensemble des immigré.es sous prétexte de menace à l'ordre public. Une menace à l'ordre public dont on ignore l'étendue et qu'ils se sont bien gardés de définir. Une loi raciste qui a prolongé par exemple le délai des OQTF d'un an à trois ans et qui a réduit le délai du recours. Sachant que la France est, de loin, le champion d'Europe des délivrances d'OQTF.

Nous sommes face à des règles qui sont déjà ambiguës et perverses. La future loi instaurerait, de plus, l'absence de papier comme étant un délit. 700 000 personnes en France seraient ainsi désignées comme criminels par la magie d'un vote à l'Assemblée.

Nous les collectifs de sans papiers nous disons **NON** à une énième loi qui projette de supprimer l'aide médicale d'État (AME). L'AME pour nous, ce n'est pas se faire refaire le nez ou les oreilles comme on l'entend de la part de politiciens et de journalistes racistes, c'est l'hôpital pour les blessures sur les chantiers,



Le 19 juillet 2024, manifestation de l'Intercollectif devant la DGEF du ministère de l'Intérieur

pour les reins brisés, pour les infections comme la covid ou la tuberculose. Des infections qui demain d'ailleurs peuvent se diffuser vers d'autres personnes, car le gouvernement se moque tout autant de notre santé que de la santé des Français. Il n'y a qu'à voir l'état des urgences dans les hôpitaux.

Nous les collectifs de sans-papiers, nous n'avons pas besoin d'une énième loi, nous avons besoin de moyens humains dans les préfectures. Nous n'avons pas besoin d'une énième loi, nous avons besoin de la délivrance automatique des autorisations de travail. Nous n'avons pas besoin d'une énième loi nous avons besoin des titres de séjour pérenne (des cartes résidents).

Nous les sans-papiers, faisons partie de la classe ouvrière française, nous vivons ici, nous travaillons ici. Les travaux les plus pénibles, c'est nous qui les faisons et les salaires les plus indignes, c'est pour nous. Et c'est nous aussi qui cotisons ici, pour une retraite que nous ne toucherons jamais.

Nous les sans-papiers des collectifs, sommes des travailleuses et des travailleurs exploités. Nous ne sommes pas des profiteurs. C'est ce système d'exploitation qui profite de nous.

Nous les collectifs de sans-papiers nous regroupons des femmes, des enfants et des hommes qui on fui. Nous avons fui la guerre, la violence conjugale, le mariage forcé et la crise économique. Nous ne sommes pas des problèmes, nous sommes des Humains.

Nous les collectifs de sans-papiers nous exigeons la régularisation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs sans-papiers avec une seule preuve de travail, par un titre de séjour pérenne. Nous exigeons la régularisation de celles et ceux exploités dans le BTP et sur les chantiers des Jeux Olympiques ou du Grand Paris.

Nous exigeons la régularisation de celles et ceux exploités dans la logistique, chez Chronopost et DPD (deux filiales de la poste) dont l'État lui-même est employeur. Ces travailleuses et travailleurs sont en lutte depuis 36 mois et la préfecture fait silence radio et ferme ses yeux et ses oreilles.

Nous exigeons la régularisation de celles et ceux qui font le ménage, la restauration, qui s'occupent de personnes âgées.

Nous les collectifs des sans-papiers nous exigeons que l'ensemble des mineurs soient accompagné.es et hébergé.es. Ils sont en lutte depuis plusieurs mois. Ils doivent être reconnus.

Nous les collectifs de sans-papiers nous demandons un accueil digne de tou.tes étrangers.

Nous les collectifs de sans-papiers, nous disons **NON** aux torrents d'OQTF, délivrées en particulier à la suite de contrôles racistes de personnes allant ou venant du travail, au voisinage des gares et des métros. Nous disons **NON** aux centres de rétentions et à la double peine.

**Nous demandons l'égalité des droits,
Papiers pour toutes et tous,
Travail pour toutes et tous,
Logement pour toutes et tous !**



Le 19 juillet, entre la Nation et la DGEF